

La CGT ne veut plus de navires poubelles

Le syndicat veut créer une vraie filière de déconstruction des navires. Il tenait, hier à Rennes, des premières assises nationales.

La pitoyable odyssee de l'ex-Clemenceau, faisant de coûteux ronds dans l'eau en cherchant un port du tiers-monde où se cacher pour mourir, est restée dans toutes les mémoires. En particulier celle de la CGT. Le syndicat n'avait pas attendu cette farce pour proposer que soit créée une véritable filière du démantèlement des navires en fin de vie, qu'ils soient civils ou militaires. Hier, à Rennes, elle a mis son projet sur la table, face aux élus bretons, dont ceux de Brest et du conseil régional.

D'abord, le constat. Plusieurs milliers de navires poubelles rouillent dans les ports, ou sont coulés au large. Plus de 700 navires de commerce sont détruits, chaque année, dans le monde, en particulier en Asie. « **Dans des conditions de sécurité, le plus souvent, déplorables pour les travailleurs** », note Christian Peltais, de la CGT. Et ce nombre va doubler, avec l'interdiction des pétroliers à simple coque.

Cherbourg et Brest

La Marine nationale, de son côté, a déjà 70 coques retirées du service : 80 autres bâtiments, la plupart bourrés d'amiante, vont les suivre d'ici à 2017. Sans oublier la plaisance : 20 000 bateaux de tourisme arrivent en fin de vie, chaque année, en France.

De quoi militer pour la mise en place d'une filière industrielle, « **économique et écologique** ». Avec une chaîne de cinq maillons spécialisés en France, dont au premier plan Le Havre, Cherbourg et, bien sûr, Brest.



Bernard Thibault.

Une telle filière serait viable avec, dans chaque port, environ 100 000 tonnes à déconstruire par an. « **Soit environ 200 emplois directs, 400 avec les indirects** », calcule la CGT.

Et comment financer ça ? « **Par une écôtaxe, comme pour l'électroménager.** » Au moment de la construction du navire, l'armateur alimente « **un fonds européen qui, lui-même, finance des aides à la déconstruction dans des chantiers agréés** ». Limpide.

C'est ce que résume Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT : « **Société, santé, environnement : il y va de l'intérêt général.** » Force de proposition, la CGT va maintenant vulgariser « **auprès de tous** », ce projet. Et, surtout, « **auprès du gouvernement** ».

C. V.